

Au Burundi, la corruption augmente et touche tous les secteurs

Dépêche No. 38 | Christophe Sebudandi

Résumé

L'enquête Afrobaromètre confirme bien les tendances dégagées par d'autres rapports sur la corruption au Burundi: Ce phénomène a progressé au cours de l'année écoulée et touche tous les secteurs publics avec une ampleur variable.

Selon cette enquête, la police, la magistrature, et l'Office Burundais des Recettes (OBR) sont considérées corrompues par les plus grandes proportions de la population. Les leaders religieux et les chefs coutumiers sont perçus comme plus probes que toutes les autorités du secteur public.

La majorité des citoyens disent que les performances gouvernementales pour lutter contre la corruption sont mauvaises. Par contre, une légère majorité des citoyens sont persuadés qu'ils peuvent entreprendre eux-mêmes des actions anti-corruption, notamment en refusant de payer les pots de vin et en dénonçant la corruption lorsqu'ils y sont confrontés.

Les majorités fortes qui se dégagent sur la fréquence et l'amplitude de la corruption doivent interpellier les autorités publiques pour amorcer des réformes et prendre des mesures adéquates pour inverser la tendance. Contrairement aux annonces faites par le président sur la tolérance zéro face à la corruption, les citoyens pensent que le gouvernement n'agit pas contre ce fléau et que ces paroles sont restées lettre morte.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Burundi, dirigée par le Groupe de Recherche et d'Appui au Développement des Initiatives Démocratiques (GRADIS), a interviewé 1.200 adultes burundais en octobre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Une enquête précédente a été menée au Burundi en 2012.

Résultats clés

- Six personnes sur 10 affirment que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. Tous les secteurs publics sont touchés.
- Facteur aggravant, c'est qu'environ sept citoyens burundais sur 10 sont persuadés que les performances du gouvernement pour lutter contre la corruption au sein de l'administration publique sont mauvaises.

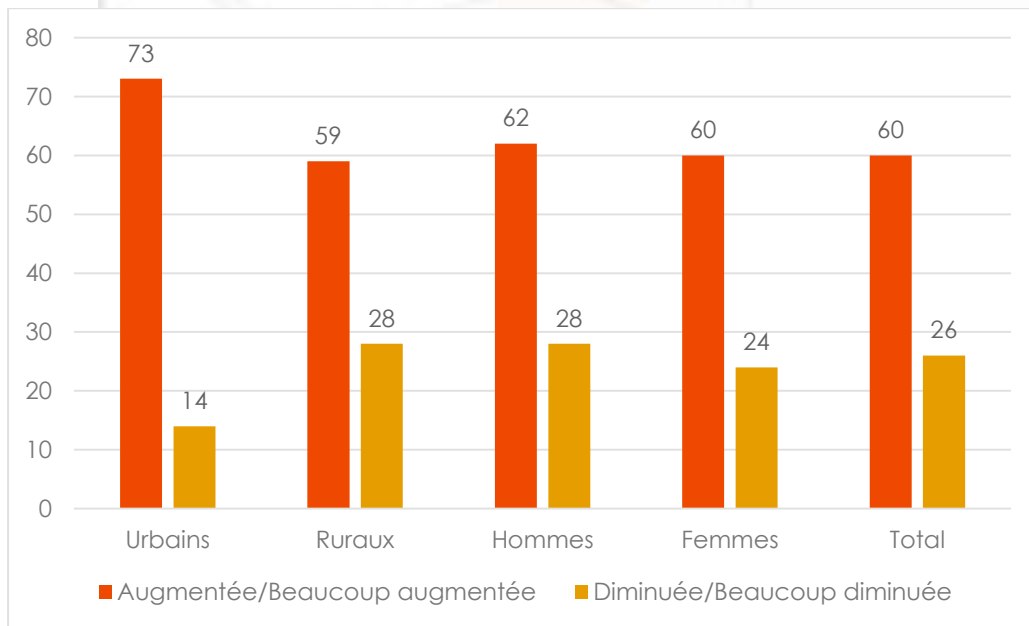
- Les secteurs les plus touchés sont la police et la magistrature, dont huit citoyens sur 10 disent que « tous » ou « la plupart » d'entre eux sont corrompus, suivis par l'OBR. Mais aucun secteur public n'est épargné. En dehors des services publics, une personne sur deux pense que les hommes d'affaires se livrent à la corruption, contre une personne sur quatre qui le pensent des leaders religieux.
- Six personnes sur 10 affirment que pour lutter efficacement contre la corruption, les citoyens ordinaires peuvent refuser de donner des pots de vin et dénoncer la corruption.

Perceptions: La corruption augmente, et la volonté de la combattre est faible

Le constat qui se dégage au sein des perceptions des différentes couches de la population est que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois au Burundi (Figure 1).

Les citoyens sont plus critiques que les ruraux: 74% affirment que la corruption a augmenté, contre 59% des ruraux. Il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes.

Figure 1: Perceptions d'une augmentation de la corruption | Burundi | 2014

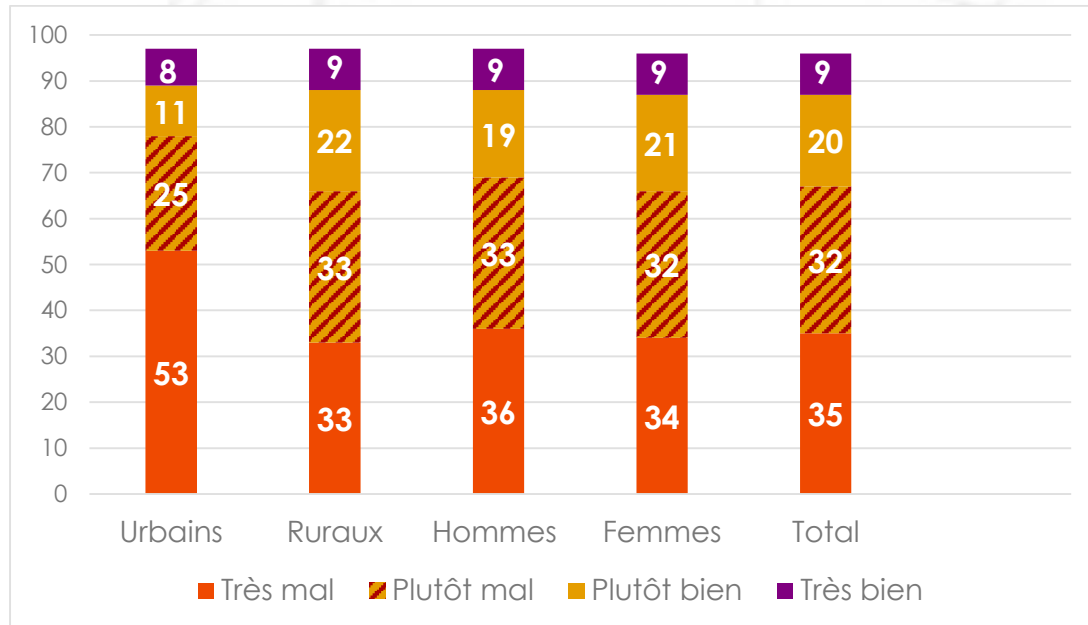


La question posée aux répondants: A votre avis, pendant l'année écoulée, le niveau de la corruption a augmenté, diminué, ou resté le même dans ce pays?

Les deux tiers (67%) des Burundais sont persuadés que le gouvernement gère « plutôt mal » ou « très mal » la lutte contre le fléau de la corruption, ce qui pourrait traduire un manque de volonté politique (Figure 2).

Indépendamment du milieu de vie, seul un pourcentage réduit (8%-9% de citoyens interrogés) pensent que le gouvernement agit très efficacement en matière de lutte contre la corruption. Par contre, 78% de citoyens affirment que les performances gouvernementales dans ce domaine sont mauvaises. Malgré une différence significative de 12 points entre citoyens et ruraux, ces derniers sont néanmoins critiques, avec une frange de 66% qui soutiennent que les performances gouvernementales sont mauvaises dans ce domaine.

Figure 2: Mauvaises performances du gouvernement en matière de lutte contre la corruption | Burundi | 2014



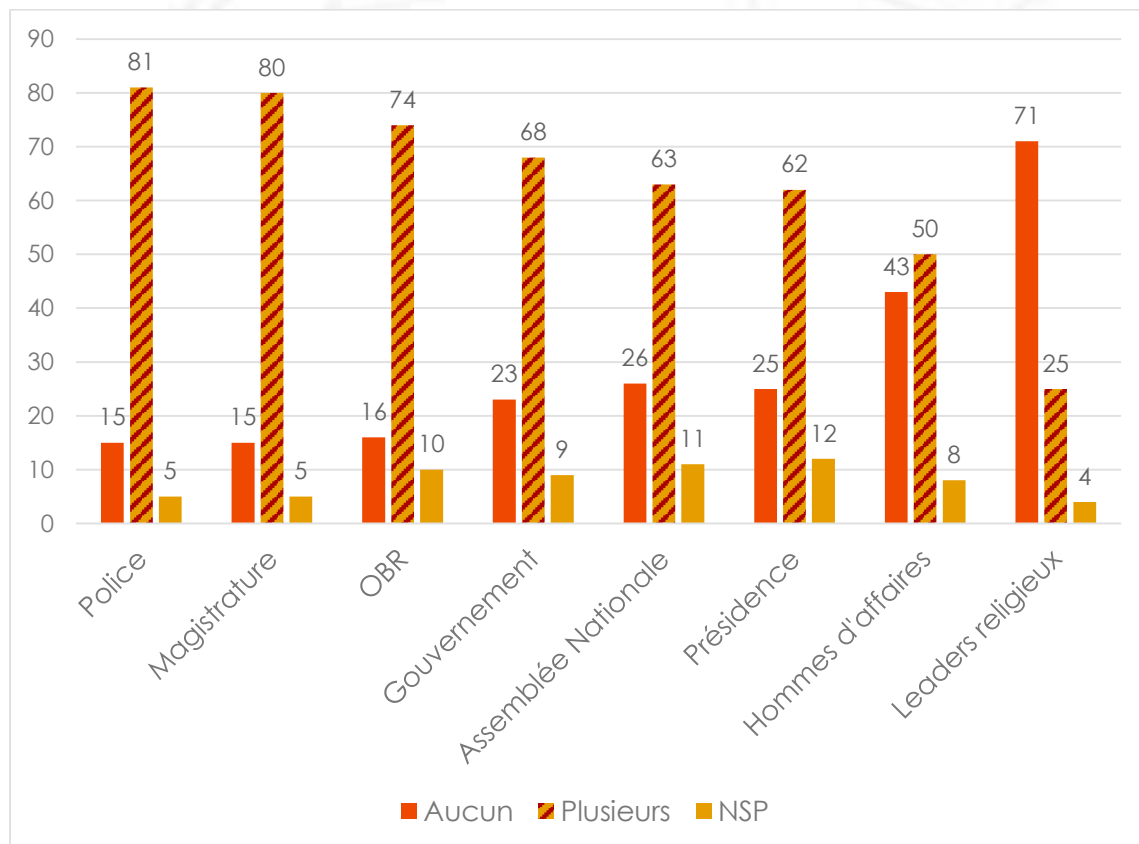
La question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique? (%)

Un fléau qui touche tous les secteurs publics

En passant au crible toute l'administration publique, le constat est que tous les secteurs sont touchés à des degrés divers, y compris ceux qui sont censés s'investir dans la lutte contre la corruption. Les secteurs perçus comme étant les plus affectés par ce fléau sont en première position la police, dont 81% des citoyens disent que « tous », « la plupart », ou « certains » d'entre eux sont corrompus. En deuxième position vient la magistrature (juges et magistrats), avec 80% des citoyens qui la perçoivent comme touchée par la corruption. L'OBR suit avec 74% d'opinions la jugeant corrompue (Figure 3).

En dehors du secteur public, « certains », « la plupart », ou « tous » les hommes d'affaires sont perçus comme corrompus par la moitié des citoyens. Le milieu considéré le plus intègre est celui des leaders religieux: 71% des répondants affirment qu'aucun leader religieux n'est corrompu.

Figure 3: Degrés d'implication des différents groupes dans la corruption | Burundi | 2014



La question posée aux répondants: Selon vous, combien de personnes des groupes suivants sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'êtes-vous pas assez familiers avec eux pour donner votre opinion? (%) (La catégorie « Plusieurs » regroupe les réponses « Certains d'entre eux », « La plupart », et « Tous »)

Les gens ordinaires peuvent-ils faire la différence dans la lutte contre la corruption?

A voir le niveau d'adhésion à cette idée, l'opinion quoique dégagant une courte majorité est assez dubitative. Seuls 54% des répondants sont convaincus que les citoyens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption (Figure 4).

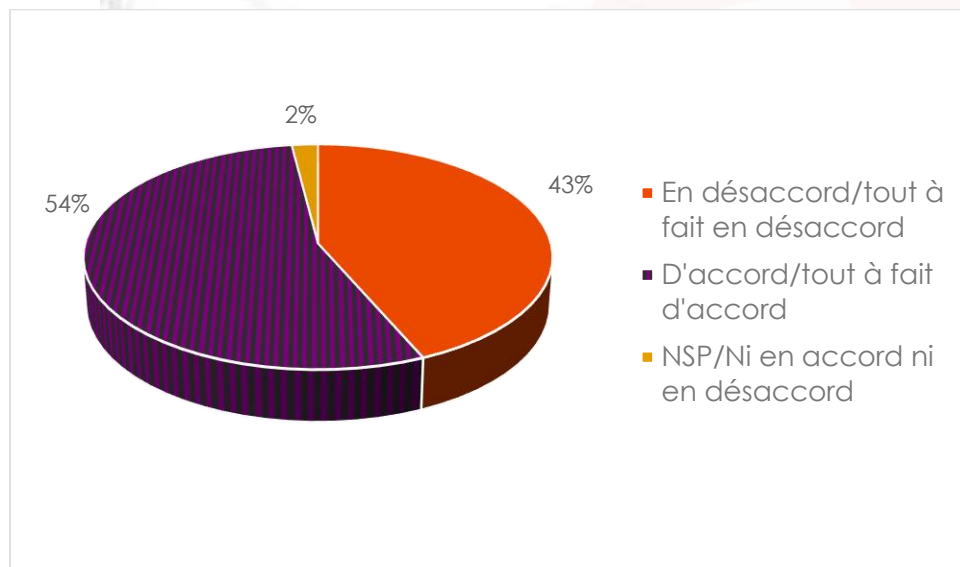
Les explications à ces doutes peuvent se dégager des différents facteurs mis en évidence dans le sondage. En effet, tous les secteurs publics sont touchés, y compris ceux qui ont les prérogatives de combattre la corruption, à l'instar de la police, la magistrature mais également les instances d'où doit partir la volonté politique pour une telle action. Ceci peut expliquer l'existence d'une certaine résignation et un sentiment d'impuissance face à ce fléau.

D'un autre côté, 57% de la population affirment que les gens ne dénoncent pas les faits de corruption parce qu'ils ont peur des conséquences pouvant découler de cet acte (Figure 5).

Ceci rejoint les constats dégagés par d'autres études que les dénonciateurs courent de graves risques.¹

D'autres raisons sont évoquées justifiant le fait que les gens ne dénoncent pas ou ne rapportent pas les cas de corruptions, notamment que la corruption est difficile à prouver (7%), que les gens ne savent pas où faire la dénonciation (5%) et comment le faire (4%), et que les officiels auprès de qui on pourrait la dénoncer sont eux-mêmes corrompus (5%). Enfin, les répondants affirment que les gens ordinaires, en dénonçant un cas de corruption, s'impliqueraient eux-mêmes comme corrupteurs (5%). Contrairement aux affirmations de certaines études que la corruption est un fait culturel dans certaines sociétés africaines et qu'elle y est donc enracinée, seulement 3% de répondants affirment que la corruption est normale.

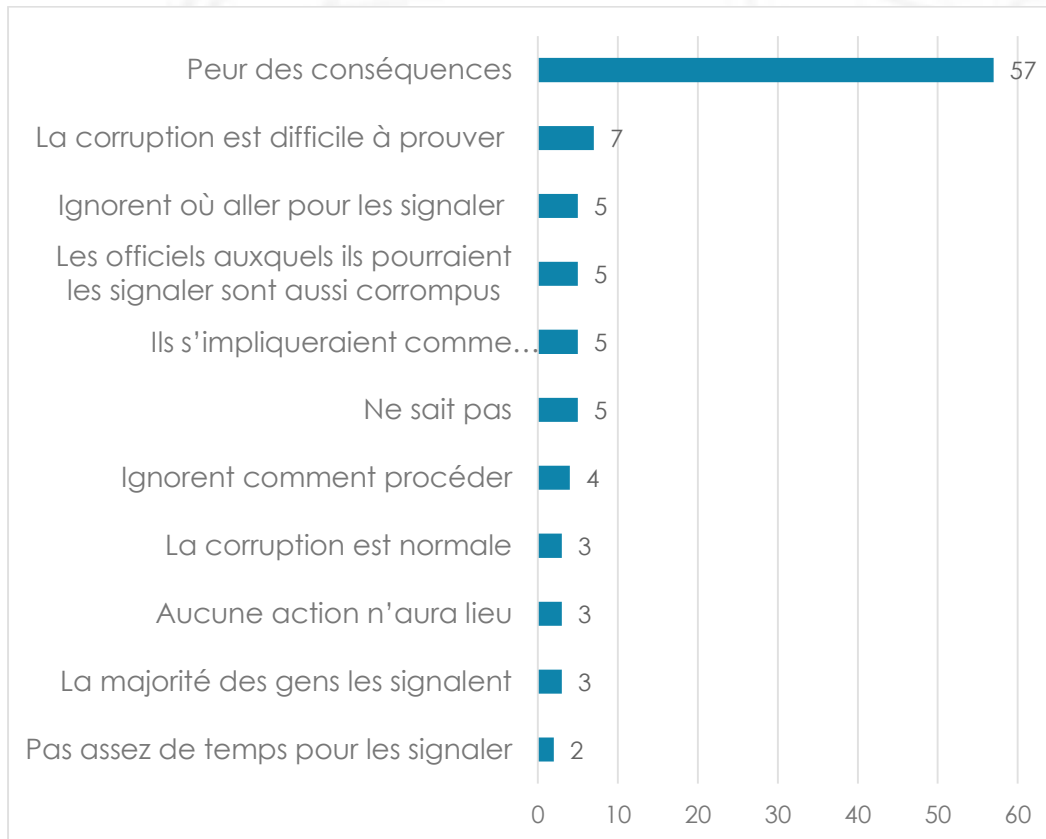
Figure 4: Les gens ordinaires peuvent-ils faire la différence dans la lutte contre la corruption? | Burundi | 2014



La question posée aux répondants: Pourriez-vous me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: Les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption?

¹ Voir Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et l'Organisation Mondiale Contre la Torture. (2011). Assassinat d'Ernest Manirumva, défenseur des droits de l'homme: Deux ans après, un déni de justice. <http://www.refworld.org/docid/4d9e9eed2.html>.
 Aussi Nimubona, J., & Sebudandi, C. (2007). Le phénomène de la corruption au Burundi: Révolte silencieuse et résignation. http://www.eurac-network.org/web/uploads/documents/20070504_9136.doc.

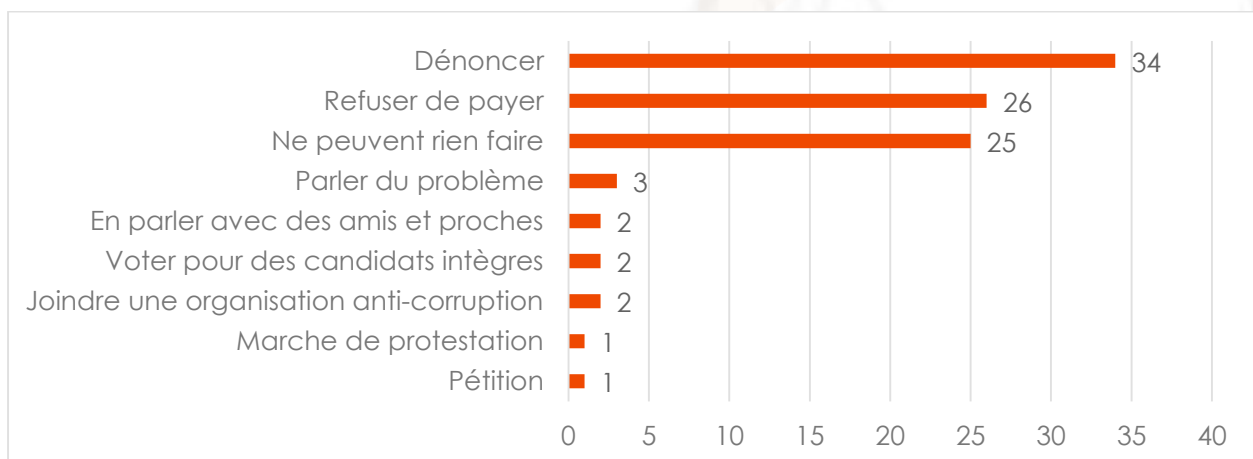
Figure 5: Pourquoi les gens ne rapportent pas les cas de corruption | Burundi | 2014



La question posée aux répondants: Certaines personnes avancent que plusieurs incidents de corruption ne sont jamais signalés. En vous basant sur votre expérience, quelle est, à votre avis, la raison principale qui empêche les gens de signaler la corruption quand elle a lieu? (%)

En dépit de cela, les répondants affirment qu'il y a des moyens efficaces pour lutter contre la corruption, surtout en refusant de donner des pots de vin et en dénonçant la corruption (Figure 6).

Figure 6: Moyens efficaces pour combattre la corruption | Burundi | 2014

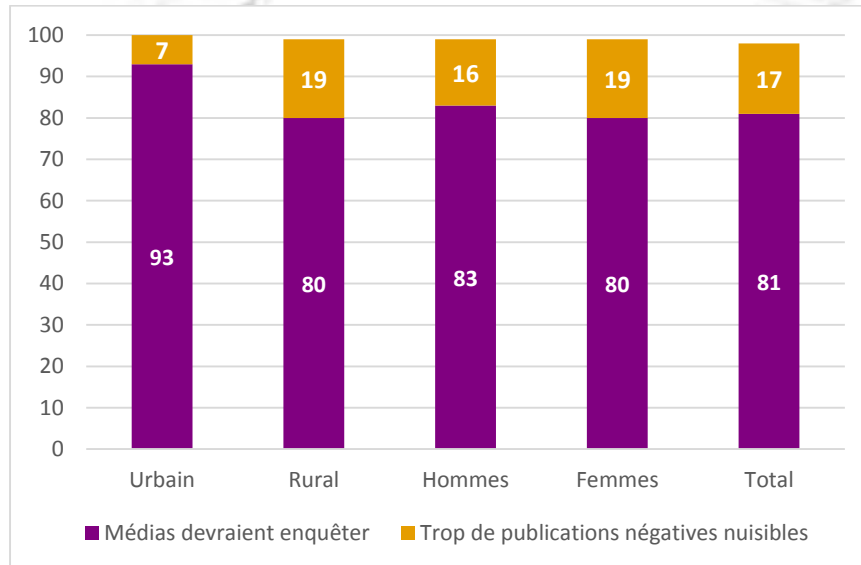


La question posée aux répondants: Quelle est la chose la plus efficace que les gens ordinaires comme vous peuvent faire pour aider à combattre la corruption dans ce pays? (%)

La presse est attendue pour jouer un rôle déterminant

Hormis les gens ordinaires, le sondage montre que les répondants pensent et veulent que d'autres acteurs s'impliquent dans la lutte contre la corruption. Ainsi, 81% des citoyens soutiennent que la presse enquête et publie sur les cas de corruption et les erreurs du gouvernement (Figure 7).

Figure 7: Soutien à une presse qui enquête sur les cas de corruption | Burundi | 2014



La question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisir Affirmation 1 ou Affirmation 2. (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)
 Affirmation 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

De plus, une majorité importante constituée de 73% de la population pensent que la presse est efficace pour jouer ce rôle de dénonciation des cas de corruption et des erreurs du gouvernement. Si on compare le pourcentage de ceux qui souhaitent assigner ce rôle à la presse et ceux qui pensent qu'elle est efficace, il y a une différence de 8 points. La population a donc des attentes considérables à l'égard de la presse et souhaite que celle-ci s'implique davantage pour jouer ce rôle.

Conclusion

Le sondage montre que la perception de la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois et que ce fléau est perçu comme touchant tous les secteurs, y compris beaucoup de décideurs censés la combattre. Ce qui complique la tâche à ceux qui souhaiteraient la combattre, dont une majorité a peur de la dénoncer. Les raisons épinglées pour expliquer le déficit de dénonciation sont des pistes qui pourraient guider le gouvernement et les organisations de lutte contre la corruption, pour élaborer des stratégies efficace en la matière. La presse peut jouer un rôle de premier plan dans la dénonciation des cas de corruption, et les attentes de la population à ce sujet sont énormes.

Christophe Sebudandi est directeur exécutif de GRADIS à Bujumbura. Email: csebudandi@yahoo.fr

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Dépêche No. 38, Afrobaromètre | 12 juillet 2015